

*Initiatives ministérielles*

aujourd'hui. Voilà l'héritage que l'opposition nous a laissé et son remède d'avenir.

Le Canada ne supporterait pas une autre dose de stéroïdes et d'huile de serpent administrés par les libéraux. Au lieu de cela, pour créer de l'emploi et relever notre niveau de vie, il faut s'assurer que les mesures que nous prenons aujourd'hui ne nous affaibliront pas demain. C'est là l'un des principes directeurs de nos programmes et de nos mesures.

Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler encore une fois à l'opposition les raisons pour lesquelles l'économie canadienne n'est pas aussi forte que nous le souhaiterions tous. De nombreux facteurs entrent en ligne de compte. Certains sont indépendants de notre volonté, comme la faiblesse actuelle de l'économie chez nos partenaires commerciaux. Il faut dire que le Canada est l'un des pays les plus tributaires du commerce au monde. Quand l'économie d'autres grands pays ralentit de façon spectaculaire, notre économie s'en ressent. Les subventions étrangères touchant le prix du grain qui se répercutent sur l'agriculture canadienne entrent aussi dans cette catégorie, ainsi que le cours peu élevé des produits de base sur le marché mondial qui ont durement frappé les entreprises et les travailleurs dans les secteurs minier et forestier, entre autres. Nous sommes également aux prises avec des problèmes comme l'épuisement des stocks de poisson sur la côte est.

Les Canadiens sont également touchés par le difficile processus de restructuration industrielle auquel les entreprises doivent se soumettre pour survivre, pour réussir et pour offrir des emplois, dans un contexte caractérisé par l'évolution rapide du marché mondial. Cela, l'opposition n'en parle jamais. Pourtant, un bon nombre des problèmes économiques actuels du Canada sont la conséquence inévitable des excès dont on s'est rendu coupable dans les années 80. Notre compétitivité réduite est attribuable à notre faible productivité et aux investissements peu rentables de nos entreprises, ainsi qu'au taux d'endettement élevé des entreprises et des particuliers qui ont caractérisé cette époque. On peut aussi mettre en cause les finances publiques, qui étaient dans un piètre état quand nous les avons prises en charge en 1984.

Ces problèmes sont le résultat d'une longue évolution, et il faut aussi beaucoup de temps pour les corriger. Par contre, on ne peut nier que notre gouvernement a fait des progrès notables. Il a réussi à inverser la tendance et il doit continuer sur cette lancée pour protéger les intérêts économiques futurs du Canada. Ce serait pertinent de nous demander ce que nous devons faire maintenant. Malheureusement, l'opposition est beaucoup plus prompte à dénoncer ce que nous faisons qu'à nous proposer des solutions de rechange acceptables.

La première chose utile serait de reconnaître qu'il y a des limites à ce que les gouvernements peuvent faire

pour redresser l'économie à court terme. Je comprends l'attitude de l'opposition, qui consiste à s'opposer systématiquement à tout. C'est pour cela qu'on l'appelle «l'opposition». Mais il faut quand même reconnaître qu'il y a des limites à ce que nous pouvons faire.

• (1240)

Les gouvernements ne produisent pas eux-mêmes des ressources qui leur permettent de dépenser, de créer des emplois et de garantir des revenus. Les ressources des gouvernements canadiens proviennent toutes des contribuables canadiens. Les dépenses qu'ils font sont payées par les citoyens d'aujourd'hui ou par ceux de demain. S'ils empruntent maintenant, ils engendreront inévitablement des impôts élevés et des services réduits dans l'avenir.

Nous devons aussi nous rendre compte que de prendre plus d'argent dans les poches de certains citoyens pour en donner à d'autres ne stimule pas beaucoup l'économie et ne rétablit pas la confiance des gens. La majorité des Canadiens croient que le fardeau fiscal de la population est déjà trop élevé et que l'idée d'emprunter davantage n'est pas une solution puisque ce serait alourdir encore un peu plus la charge fiscale des prochaines générations.

Les gouvernements canadiens sont si endettés que des emprunts supplémentaires donneraient à penser aux Canadiens qu'ils doivent s'attendre à des hausses d'impôts, ce qui les ferait dépenser encore moins. Par ailleurs, de nouveaux emprunts peuvent amener les prêteurs, surtout à l'étranger, à s'inquiéter de la capacité du gouvernement de rembourser. C'est un cercle vicieux. Cela pourrait provoquer une hausse des taux d'intérêt canadiens entraînant de nouveaux problèmes économiques.

Même s'ils ne disposent que de ressources limitées, les gouvernements peuvent et, à mon avis, doivent agir sur deux plans. Premièrement, ils peuvent prendre des mesures directes pour aider les Canadiens qui perdent leur emploi et voient leurs revenus diminuer. C'est ce que nous faisons.

Souvent, les gens tiennent pour acquises les ressources que le gouvernement leur accorde pour adoucir les périodes économiques difficiles. Plus du tiers de tout ce que le gouvernement fédéral dépense vise directement à soutenir le revenu aux Canadiens. Il s'agit notamment de l'assurance-chômage, des pensions de vieillesse et de l'aide aux enfants. Le gouvernement fédéral verse aussi des sommes considérables aux provinces pour les aider à financer leurs programmes d'aide sociale et d'assurance-maladie. Il dépense aussi pour le développement régional.

Le plus important, c'est que ces dépenses continuent lorsqu'une récession réduit les recettes de l'État. En d'autres mots, lorsque l'économie marche au ralenti, les gouvernements accroissent la part de leurs revenus qui est consacrée à l'aide aux Canadiens, surtout aux plus